

Conseil Territorial de Santé

Essonne

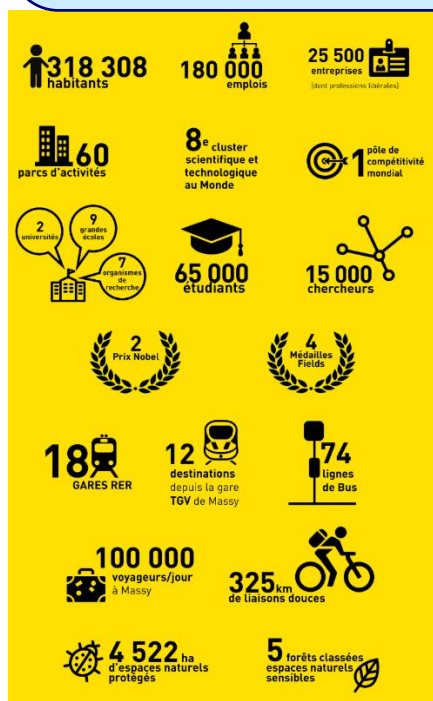
Séance du jeudi 16 février 2023 du Conseil Territorial de Santé de l'Essonne

Délégation départementale de l'Essonne

Compte rendu

Ordre du jour

- 1/ Présentation du CLS de Paris-Saclay
- 2/ Point d'actualité ARS
- 3/ CNR / PRS



Présentation de la démarche :

- Une action inscrite au projet de territoire de l'agglomération dans l'orientation n°3 « Accompagner le maillage de l'offre de santé sur le territoire » de l'axe n°4 du projet de territoire 2016-2026 réactualisé en 2021, sur l'axe 4 « Être une agglomération réactive et agile dans l'accompagnement des habitants et des étudiants »

- Une opportunité d'agir par des actions de prévention et de promotion de la santé, en complémentarité avec les actions mises en œuvre depuis 2016
- Une opportunité d'agir sur un public cible « jeunes et étudiants »
- Un contrat de 2022 à 2026

Contexte « jeunes et étudiants »

- Une diversité du territoire (attractivité économique, 4 communes concernées par des QPV, 2 communes en IDH2 prioritaire)
- Une présence de jeunes conséquente (40% des moins de 30 ans)

Des fragilités constatées :

- Fragilités psychologiques,
- Renoncement aux soins,
- Mauvaise hygiène de vie,
- Conduite à risque concernant la sexualité,
- Conduites addictives,
- Part importante de jeunes non affiliés à une complémentaire santé.

65 000 étudiants implantés sur des établissements d'études supérieures centrée sur le plateau de Saclay

Préconisation acteurs des QPV :

- Diagnostiquer les réels besoins et les freins des populations dans le domaine de la santé, notamment dans les QPV
- Améliorer la communication : plus de pertinence auprès du jeune public
- Améliorer l'accessibilité des locaux et leur visibilité, les rendre plus identifiables
- Attirer des professionnels de santé, des coachs sportifs, des personnes qualifiées pour lutter contre la sédentarité
- Prévoir une coordination de l'ensemble des professionnels de santé des communes pour rassembler toutes les parties prenantes et échanger sur le sujet
- Sensibilisation plus poussée à la mobilité active et au sport, plus particulièrement pour les filles
- Sensibilisation à l'importance des soins préventifs et d'un suivi régulier

3 Axes prioritaires

1/ Renforcer la prise en charge du soutien psychologique des jeunes et étudiants

- Soutenir et créer des permanences de soutien psychologique au sein du CROUS
- Sensibiliser et informer les étudiants et les jeunes à la santé mentale (structures de soins, acteurs associatifs, ...) : créer des outils de sensibilisation et de communication visant à démystifier ce qu'est réellement la santé mentale
- Faciliter et identifier le parcours de soins psy pour les jeunes et étudiants
- Renforcer l'accompagnement des étudiants et jeunes dans la réalisation de leurs démarches administratives (logement, santé, titre de séjour...)
- Soutenir la création des bureaux d'aide psychologique universitaire (BAPU)

-Création d'un réseau de partenaires santé mentale (association, structure de soins, médico-sociale, insertion...) avec l'université

2/ Développer la prévention et la promotion de la santé

-Promouvoir l'activité physique et sportive :

Valoriser les bénéfices du sport et communiquer sur l'offre sportive de l'université

Valoriser les bénéfices du sport et communiquer sur l'offre sportive notamment dans les QPV

Développer le sport santé notamment dans les QPV

-Prévenir et accompagner les addictions et troubles du comportement alimentaire :

Sensibiliser et informer sur l'impact des addictions sur la santé physique et mentale (envisager un partenariat entre le CSAPA et le CMS des Ulis)

Développer des actions en matière de nutrition (CMS, maisons de quartier, Conseils Citoyens...)

3/ Faciliter le recours aux soins des étudiants et jeunes

Informar sur l'offre de soins et de prévention existante sur le territoire (médecin généraliste, médecin traitant, spécialistes, associations médico-sociales)

Promouvoir la continuité des soins (expliquer le parcours de soins, droits de santé)

Développer la télémédecine (accompagner les jeunes et étudiants dans cette démarche)

Projet sur la précarité menstruelle avec les cordées de la réussite (en 2022: distribution de près de 2000 serviettes hygiéniques avec le service de santé universitaire)

Créer un Atelier Santé Intercommunal pour les 4 QPV

Santé mentale des jeunes (thème prioritaire partagé dans les 4 QPV)

Prévention et promotion de la santé (addiction, alimentation, conduites à risque, sport)

Accès aux soins

Sensibilisation au harcèlement scolaire avec l'association Marion La main tendue (conférence-débat et sensibilisation dans les écoles)

Deux Conseils locaux de santé mentale:

-CLSM 1 rattaché au GHNE regroupant 15 communes de l'agglomération

-CLSM 2 rattaché à BD regroupant 12 communes de l'agglomération

Prévention et promotion de la santé des jeunes de pairs à pairs avec Unis-cité (en 2022, 8 volontaires, ateliers dans les collèges de Massy, espace jeunes de Longjumeau et Mission locale...)

Déploiement du projet de la Maison sport santé avec le club Omnisport des Ulis (en 2022, bilans effectués pour 105 personnes dont 99 sur le territoire)

Diagnostic en cours pour la mise en place d'un Atelier Santé Ville intercommunale

Coopérative d'acteurs promotion de la santé, public étudiants précaires:

-Axe 2023: Accès aux droits de santé

Projet à développer sur la précarité alimentaire

Les partenaires :

Pilotage :Les Communes de l'agglomération, l'ARS, le Conseil départemental, les associations du territoire, de quartier, les établissements de santé, les universités, les écoles post-bac et le Crous

Echanges avec la salle :

Le président remercie les personnes venues présenter le projet de ce CLS destiné au jeune public, qui a commencé à être travaillé depuis 2021

ARS : 7 CLS en tout sur l'Essonne en cours ou signés. Spécificité à souligner de ce CLS qui est exclusivement dédié aux jeunes et étudiants.

M SIRE : CLS qualité remarquable. Il existe des actions notamment sur le champ réparation et prévention des actions ciblées sur la violence. Quelle articulation ? Une partie du public n'habite pas en Essonne comment agir sur eux ?

CLS ne souhaite pas faire à la place des acteurs mais avec eux. Actions ouvertes à tous les jeunes qui passent la journée ici. Travail avec les associations notamment sur les violences sexistes et sexuelles notamment sur les temps de pause repas et dans les résidences universitaires.

Mme Ellien relève la qualité du projet présenté, signale que les risques majoritaires sur les universitaires sont les aménagements d'études. Souhaite savoir si une action a été menée avec le service universitaire.

Mme Leguichet relève la qualité du projet présenté, actions d'éducatrices par les pairs avec les services civiques ?

CLS : Première année avec les collégiens, à présent universitaires, volonté de relais santé à l'état de réflexion.

Monsieur Gautier suggère la mobilisation dans le cadre du service sanitaire des étudiants

M Quagliaroli : La question du handicap face aux logements, transport et conditions d'études et inclusion est absente est insuffisamment mentionnée. Grands écarts sur le département entre les personnes élitistes et personnes populaires avec difficultés, le vivre ensemble. Pour les étudiants parents ?

Souvent sollicités sur des adaptations de logement mais sur les transports non encore intégré à la réflexion cependant les réseaux de bus sont passés en accessibilité. Echanges ont eu lieu sur la question des étudiants parents mais besoin non encore visible.

M SIRE : Travail avec les CPTS au niveau des étudiants ?

La coopérative d'acteurs est pensée en ce sens, les CPTS ont contribué notamment en présentant leur rôle qui est nouveau pour les élus.

ARS : beaucoup de personnes pas stables sur le territoire sur cette population. Besoin de coordination a donc une grande place. La difficulté de l'accès aux soins valable pour la population générale est amplifiée sur cette population spécifique. La prévention doit être complétée par l'accès aux soins.

Avis du CTS sur le CLS présenté :

Approuvé à l'unanimité avec demande de compléments sur les partenariats à développer avec la CPAM, et les CPTS, revoir les aspects sur les infections sexuellement transmissibles, santé mentale.

2/ Actualités ARS présentées par Julien GALLI :

COVID (extrait de *Point épidémiologique hebdomadaire Île-de-France / N°147 / Situation au 09 Février 2023*)

Surveillance virologique (SI-DEP)

	S03-2023 (16/01 au 22/01)	S04-2023 (23/01 au 29/01)	S05-2023 (30/01 au 05/02)	Tendance
Nombre de cas positifs enregistrés	4 181	4 755	4 463	→
Taux de positivité (tous âges)	5,0	5,8	5,6	→
Taux d'incidence brut (tous âges) pour 100 000 habitants	34	38	36	→
Taux d'incidence (≥65 ans) pour 100 000 habitants	41	44	46	→

En Île-de-France en S05, les indicateurs virologiques étaient en hausse dans les classes d'âge plus élevées et le recours au soin augmentait chez les 15-65 ans, depuis des niveaux relativement bas cependant.

L'application des gestes barrières, notamment lors des contacts avec des personnes vulnérables et en cas de symptômes, reste recommandée en particulier dans le contexte de la co-circulation des virus hivernaux, des températures basses, d'une couverture vaccinale incomplète - y compris dans les tranches d'âge les plus vulnérables - et de l'attrition de l'immunité individuelle et collective.

Indicateurs virologiques

En S05, **le taux d'incidence brut régional mesuré pour 100 000 habitants** était stable (36 en S05 vs 38 en S04). **Au niveau départemental**, le taux d'incidence des cas déclarés était en baisse partout à l'exception de Paris où une hausse était observée (44, +15%). **Le taux de dépistage mesuré pour 100 000 habitants** était stable, tant au niveau régional que départemental. **Le taux de positivité régional** était stable également (-0,2 point comparé à S04). La même tendance était observée dans la majorité des départements franciliens, à l'exception de Paris où il augmentait de 0,8 point. Les effectifs étant faibles, les variations sont à interpréter avec prudence et restent à confirmer dans les semaines à venir.

Le variant Omicron circule de manière quasi exclusive en France et son lignage BA.5 reste très majoritaire : En Île-de-France, BA.5 (tous sous-lignages confondus) représentait 79% des séquences interprétables de l'enquête Flash S03 (16/01) et 88% des séquences interprétables de l'enquête Flash S02 (09/01).

Tableau 1| Évolution du taux d'incidence brut (pour 100 000 habitants), du taux de dépistage (pour 100 000 habitants) et du taux de positivité (%), entre la S04 (S-1) et la S05 (S), par département d'Île-de-France (source **SI-DEP** au 07/02/2023, données non-corrigées sur les jours fériés)

Dép.	Taux d'incidence			Taux de dépistage			Taux de positivité		
	S-1	S	Evolution (%)	S-1	S	Evolution (%)	S-1	S	Evolution (points)
75	38	44	+15,6	835	818	-2,0	4,5	5,3	+0,8
77	46	41	-10,3	573	555	-3,1	8,0	7,4	-0,6
78	43	35	-18,7	603	588	-2,5	7,1	5,9	-1,2
91	42	36	-16,0	630	582	-7,6	6,7	6,1	-0,6
92	44	42	-4,6	715	700	-2,1	6,1	6,0	-0,2
93	28	25	-12,4	631	620	-1,7	4,5	4,0	-0,5
94	33	33	1,1	652	631	-3,3	5,0	5,2	+0,2
95	35	30	-12,9	584	540	-7,5	5,9	5,6	-0,4
IDF	38	36	-6,1	665	642	-3,4	5,8	5,6	-0,2
France	47	38	-19,6	716	670	-6,5	6,5	5,6	-0,9

SAS (Service d'accès aux soins)

Mise en place du service d'accès aux soins (SAS) :

Lancement de la démarche SAS en Essonne le 5 juillet 2022 et organisation d'un premier comité de pilotage le 21 septembre 2022.

L'animation du COPIL est assurée par le directeur du SAMU 91. Trois groupes de travail se réunissent actuellement (régulateurs, effecteurs, gouvernance) pour bâtir ce futur service qui permettra aux régulateurs libéraux présents au CDAU d'orienter les patients vers des consultations de médecine générale en ville dans les 48h.

⇒ Prochain COPIL mi mars

Plan d'inspections EHPAD

Pour rappel, le département de l'Essonne compte 101 EHPAD.

A la suite de la publication du livre de Victor Castanet sur le scandale d'Orpéa, il a été décidé de mener une large campagne d'inspections d'ici juin 2024. Le plan d'inspection de l'Agence repose sur des inspections sur site, réalisées par la délégation (sous la responsabilité de Madame KADA), par la direction régionale de l'autonomie et par le service de l'IRAS, et sur des inspections sur pièces.

En 2022, 16 inspections ont été réalisées en Essonne, dont 4 avec la participation des services du Conseil Départemental.

En 2023, 17 inspections sont prévues dans le département, les services du Conseil Départemental se sont positionnés sur 6 inspections. L'ensemble des inspections et contrôles réalisés en 2022, ont donné lieu à 17 injonctions, 25 prescriptions, et 42 recommandations (jusqu'à 27 pour une seule structure).

Exercice coordonné en Essonne

45 structures ont été accompagnées depuis 2017 pour un montant global de 8 943 004 € dont 28 cabinets de groupe (5 340 845 €) et 17 MSP (3 289 519 €)

Maisons de santé pluri-professionnelles (MSP) :

- 30 MSP ont été créées en Essonne dont 6 qui sont en attente de signature de leurs ACI
- 2 projets avancés de MSP qui peuvent aboutir à une ouverture d'ici 2023 : Evry-Courcouronnes et Saint-Germain-les-Arpajon
- 5 projets en étude de faisabilité : Ballancourt-sur-Essonne, Epinay-sur-Orge, Montlhéry, Limours, Chilly-Mazarin

NOM DE LA STRUCTURE	EPCI concerné	COMMUNE	ZONAGE
MSP GRIGNY II 12 Place Henri Barbusse 91350 GRIGNY	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	GRIGNY	ZIP +
MSP des Tarterets à Corbeil Essennes 9 rue Henri Matisse 91100 CORBEIL ESSONNES	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	CORBEIL	ZIP
MSP des Allées à Corbeil 23/25 allée Aristide Briand 91100 CORBEIL ESSONNES	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	CORBEIL	ZIP
MSP de Forges les Bains 1 rue du Général Leclerc 91470 FORGES LES BAINS	Communauté de Communes du Pays de Limours	FORGES LES BAINS	ZAC
MSP de Morangis 30 avenue du Château 91420 MORANGIS	Métropole Grand Paris	MORANGIS	ZIP
MSP Léonie Chaptal 4 rue de l'Entente 91200 ATHIS MONS	Métropole Grand Paris	ATHIS MONS	ZAC
MSP de Paray 91 avenue Alsace Lorraine 91550 PARAY VIEILLE POSTE	Métropole Grand Paris	PARAY VIEILLE POSTE	ZAC
MSP de Juvisy sur Orge 9 place du Maréchal Leclerc 91260 JUVISY SUR ORGE	Métropole Grand Paris	JUVISY	ZIP +
MSP de MORSANG SUR ORGE 3 rue Jules Ferry 91390 MORSANG SUR ORGE	Cœur Essonne Agglomération	MORSANG	ZIP

Maison Médicale du Cerisier 9 rue de la Marne 91160 LONGJUMEAU	Communauté d'Agglomération Paris Saclay	LONGJUMEAU	ZAC
MSP de SACLAS 6/6 bis avenue Jean Jaurès 91690 SACLAS	Communauté d'Agglomération de l'Etampois	SACLAS	ZIP
MSP de Pussay place du Carouge 91740 PUSSAY	Communauté d'Agglomération de l'Etampois	PUSSAY	ZIP
MSP de DOURDAN Place Bad Wiessee 91410 DOURDAN	Communauté de Communes Dourdannais en Hurepoix	DOURDAN	ZIP +
MSP de Brétigny 6 rue du Bois de Chatres 91220 BRETIGNY SUR ORGE	Cœur Essonne Agglomération	BRETIGNY	ZIP
MSP de COURCOURONNES Place des Copains d'Abord 91080 EVRY COURCOURONNES	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	EVRY COURCOURONNES	ZAC
MSP les Aunettes 29 rue de l'Essonne 91000 EVRY COURCOURONNES	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	EVRY COURCOURONNES	ZAC
MSP de Nozay 8 Chemin de Belle Epine 91620 NOZAY	Communauté Paris Saclay	NOZAY	ZIP
MSP Savigny sur orge	T12	SAVIGNY SUR ORGE	ZIP
MSP Longjumeau	Communauté Paris Saclay	LONGJUMEAU	ZAC
MSP Pierre et Marie Curie 203 rue Pierre et Marie Curie 91 000 EVRY COURCOURONNES	Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart	EVRY COURCOURONNES	ZAC
MSP ATHIS PYRAMIDE	Métropole Grand Paris	ATHIS MONS	ZAC
MSP Epinay-sous-Sénart	Val d'Yerres Val de Seine	EPINAY SOUS SENART	ZIP
MSP Rue Lakota	Val d'Yerres Val de Seine	VIGNEUX SUR SEINE	ZIP
MSP SACLAY	Communauté Paris Saclay	SACLAY	ZAC
MSP Plaine des Sables	Val d'Yerres Val de Seine	VIGNEUX SUR SEINE	ZIP
MSP MASSY 2, Rue du Théâtre 91300 MASSY	Communauté Paris Saclay	MASSY	ZAC

MSP ATHIS CENTRE VILLE 53 rue Pierre Brossolette 91200 ATHIS MONS	Métropole Grand Paris	ATHIS MONS	ZAC
VERRIERES LE BUISSON	Paris Saclay	VERRIERES LE BUISSON	ZIP
BRUYERES LE CHATEL	Cœur Essonne Agglomération	BRUYERES LE CHATEL	ZIP+
IGNY	Communauté Paris Saclay	IGNY	ZIP

Echange avec les membres du CTS sur les actualités présentées :

Le Dr Estadiou propose que le SAS fasse l'objet d'une communication précise pour ne pas être encombré par des demandes qui ne sont pas de leur ressort. Souligne la crainte d'un engorgement avec un manque d'effecteurs, les lapins en raison du délai de 48h pour répondre.

La Fehap regrette le peu d'informations sur les articulations avec les effecteurs locaux concernant le SAS.

ARS : dispositif récent mais la communication sera effectivement fondamentale. Le copil sera attentif. Le 15 fera la régulation médicale et l'orientation. Travail prioritaire sur la régulation et l'effectivité, les articulations viendront dans un second temps.

Monsieur GAUTIER : Les personnes qui n'ont pas de médecin traitant appelleront le SAS. Il faut que l'organisation l'intègre.

Monsieur BELLAICHE attire l'attention sur l'association des autres professionnels y compris para médicaux au dispositif SAS.

Madame BUISSON soulève, sur le SAS, la question de l'assurance qui est faite par le régulateur avec deux conséquences : les médicaments qui sont préconisés sans ordonnance par le médecin du SAMU et les patients qui ne consulteront pas après avoir été rassurés.

Dr BUISSON fait remarquer que les contrôles exclusivement sur pièces sont à proscrire.

M LEFEVRE : Quel projet pôle de santé ? Réflexion, face à la fuite des médecins, à un pôle de ressources ou à d'autres innovations d'exercice.

GALLI : Une MSP hors les murs en cours de réflexion.

Dr VALERO alerte sur les difficultés des centres municipaux de santé et en particulier les grosses difficultés sur Evry-Courcouronnes. Le critère des salaires maintenus faible est un critère important de départ. La médecine de demain doit être ré inventée avec des modèles ont un lien fort avec les services sociaux.

Dr ESTADIEU exprime l'idée qu'il faut trouver le lien entre les acteurs, trouver de nouveaux équilibres, mêler les différents modes d'exercice. La CPTS peut être une solution.

3/ CNR et PRS

Julien GALLI informe que suite à la réunion de mardi soir, il conviendrait de reprendre les actions du CNR retenues et les développer (accès soins, prévention auprès des jeunes, etc.). Les propositions devront intégrer un critère de faisabilité.

Dr ESTADIEU propose que les travaux déjà en cours au sein des CPTS et MSP soient partagées.

ARS : A condition qu'ils s'inscrivent dans ceux retenus. Le seriage sera communiqué.

Dr LEFEVRE : Le médecin a intérêt à avoir des malades, puisqu'il est payé à l'acte alors même que l'hôpital s'oriente différemment. Le modèle économique est inflationniste car le temps passé n'est pris en compte ce qui oblige les médecins à découper les actes qui nécessitent du temps.

Dr ESTADIEU : Le manque de personnel ne va pas dans le sens d'une politique inflationniste, bien au contraire. Ils souhaitent mieux travailler et non pas de seulement gagner toujours plus d'argent.

Madame HANOT : penser aux autres professionnels de santé, le temps d'orientation n'est pas valorisé.

Président : 2 groupes se sont réunis sur les 6. Il faut avancer soit les faire en plénière, soit les faire en dehors, soit provoqué des réunions spéciales. Prochain CTS le 9 mars 2023.

Levée de la séance à 12h05.